72e Année. — N° 8. Le numéro: 25 centimes SAMEDI 8 JANVIER 1927.

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REROUX

ABONNEMENTS..... Nord et limitrophes..... 3 mois, 22.00 ; 6 mois, 40.00 ; 1 an, 76.00 — France et Belgique..... » 25.00 ; » 46.00 ; » 80.00

ABONNEMENTS - REDACTION - ANNONCES — ROUBAIX..... 71, Grande-Rue. Tél. 34 et 1906. Inter, 6. TOURCOING... 33, rue Carnot. Téléph. 37. LILLE..... 3, rue Faidherbe. Tél. 57.07. — Chèques postaux 87 Lille

SUCRE BERNARD DEPUIS 1679 LE MEILLEUR DES BLANC

VENTE SENSATIONNELLE de BLANC à des prix inconnus jusqu'à ce jour Palais de la Nouveauté 29, Rue Pierre-Motte, 29 ROUBAIX (Face aux Halles)

Les élections sénatoriales auront lieu demain

Il s'agit d'élire 109 sénateurs pour 34 départements

Il s'agit, on le sait, des départements de la série C, c'est-à-dire de l'Orne à l'Yonne, plus Oran et l'Inde française. Dans cette dernière, l'élection aura lieu le 16 janvier. Deux départements appartenant à des séries autres auront aussi à élire un sénateur: l'Aube, pour remplacer M. Mony, démissionnaire, et la Moselle, pour donner un successeur à M. de Bertier, décédé.

Voici d'ailleurs le nombre des sénateurs à élire par département.

Orne	3	Seine-et-Marne	3
Pas-de-Calais	5	Seine-et-Oise	4
Puy-de-Dôme	4	Deux-Sèvres	3
Basses-Pyrénées	3	Somme	4
Hautes-Pyrénées	2	Tarn-et-Garonne	2
Pyrénées-Orientales	2	Tarn	3
Bas-Rhin	5	Var	3
Haut-Rhin	4	Vaucluse	2
Haut-Rhin (Bel.)	1	Vendée	3
Rhône	5	Vienne	3
Hautes-Saône	3	Haute-Vienne	3
Saône-et-Loire	5	Vosges	3
Sarthe	3	Yonne	3
Savoie	3	Oran	1
Haute-Savoie	3	Aube	1
Seine	10	Moselle	1
Seine-Inférieure	5	Inde franç. (16 j.).	1

Il y a donc en tout cent neuf sièges à pourvoir.

LES NUANCES POLITIQUES

Au point de vue politique, ces sièges étaient occupés:

54 par des membres de la gauche démocratique, groupe auquel sont inscrits les radicaux, radicaux-socialistes, républicains-socialistes et socialistes de la Haute-Assemblée, et dont le président est M. Bienvenu-Martin.

38 par des membres de l'Union républicaine (républicains de gauche), groupe que préside M. Ratier et auquel sont notamment inscrits MM. Poincaré, Millerand, Barthou, de Selves, François-Marsal, etc.

8 à l'Union républicaine et radicale, formée par des radicaux, tels que MM. Chaumet, Charles Deloncle, Paul Strauss, etc.

6 à la gauche républicaine, groupe des républicains modérés, présidé par M. Hervey, et dont font partie MM. Jénouvrier, Chênebenoit, de Lubersac, etc.

2 au groupe de la droite, que préside M. François-Saint-Maur.

Un des sénateurs sortants, M. Savary (Tarn), n'est inscrit à aucun groupe.

Un membre du Cabinet actuel, M. Barthou, garde des Sceaux, est soumis au renouvellement dans les Basses-Pyrénées.

On compte, d'autre part, parmi les sénateurs sortants qui se représentent: M. Millerand, dans la Seine; M. de Selves, président du Sénat, dans le Tarn-et-Garonne; M. Jouhaut, dans le Pas-de-Calais; M. Clémentel, dans le Puy-de-Dôme; M. Paul Dupuy, dans les Hautes-Pyrénées; MM. Bonnevay, Jeanneney, Caillaux, Steeg, Justin Godart, Klotz, René Renoult, François Albert, Bienvenu-Martin, etc.

Un certain nombre de députés sont, d'autre part, candidats au Sénat. Citons M. Raoul Péret, président de la Chambre, qui se présente dans la Vienne avec, comme colistiers, M. Victor Boret, député, ancien ministre de l'Agriculture, et M. Duplantier, sénateur sortant; M. Léon Bérard, candidat dans les Hautes-Pyrénées; M. Pierre Laval, dans la Seine; M. Paul Jourdain, dans le Haut-Rhin, etc....

LE VOTE

Pour les élections sénatoriales, on ne vote que dans un seul endroit par département; au chef-lieu. Les sénateurs sont élus au scrutin de liste par le « suffrage restreint » composé des députés, conseillers généraux et conseillers d'arrondissement, — tous électeurs de droit — et de « délégués » élus sans débat dans une séance spéciale des Conseils municipaux. Ceux-ci peuvent déléguer qui ils veulent, pourvu que leur choix tombe sur des électeurs de la commune.

Le jour du scrutin, ce collège électoral est présidé par le président du Tribunal civil, lequel est assisté des deux plus âgés et des deux plus jeunes électeurs présents à l'ouverture de l'urne. C'est ce bureau ainsi composé qui choisit son secrétaire, toujours parmi les électeurs, et qui statue sur toutes les difficultés et contestations. Il a, notamment, le pouvoir de faire droit à la réclamation d'un délégué non-inscrit à tort sur la liste des électeurs. Le président a seul la police de la salle du vote.

LES TROIS TOURS DE SCRUTIN

Le premier tour de scrutin est ouvert à 8 heures et fermé à midi. Le deuxième tour commence à 14 heures, pour se terminer à 17 heures. Le troisième tour a lieu de 19 h. à 20 heures.

Les résultats sont recensés par le bureau et immédiatement proclamés par le président.

Pour être sénateur, il faut:

1° Avoir au moins quarante ans;

2° Obtenir à l'un des deux premiers tours de scrutin la majorité absolue des suffrages exprimés, ainsi qu'un nombre de voix égal au moins au quart des électeurs inscrits.

Au troisième tour, la majorité relative suffit et, en cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est élu.

LE RESPECT DES CONTRATS COMMERCIAUX

Une délibération des syndicats de l'alimentation en gros

Paris, 7 janvier. — L'Union des Syndicats de l'alimentation en gros de France, vient de prendre la délibération suivante:

« Considérant que le respect des contrats intervenus entre des commerçants est une nécessité à la fois morale et économique; que les changements survenus dans l'état du marché, si imprévus et si importants qu'ils puissent être, ne sauraient autoriser un contractant à se soustraire à des obligations commerciales librement souscrites;

« En conséquence à la loyauté des clients, de nos adhérents, pour remplir intégralement leurs engagements, comme ses adhérents les ont eux-mêmes tenus en d'autres circonstances, quelque sacrifice que cela ait entraîné pour eux, convaincus qu'il ne sera pas nécessaire de recourir à la voie judiciaire pour assurer le respect des contrats.

Voir, page 2, nos DÉPÊCHES de la DERNIÈRE HEURE.

BILLET PARISIEN

Le péril chinois

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 7 JANVIER (MINUIT).

Les événements de Chine deviennent graves. Jusqu'à présent, le mouvement xénophobe qui se développe dans la Chine du Sud a surtout porté préjudice aux intérêts britanniques. Mais il serait vain de nous flatter de l'espoir que l'Angleterre seule pâtira du nationalisme chinois. A Hankéou, par exemple, la situation est menaçante pour tous les étrangers sans exception: des femmes et des enfants américains, d'après certaines dépêches, auraient été évacués.

Les événements d'Hankéou se reproduiront-ils sur d'autres points de la Chine? C'est là une éventualité qu'il faut bien, hélas, envisager. Changhaï lui-même doit redouter le développement du mouvement nationaliste chinois.

En face de ce péril immense, que font les nations d'Europe et d'Amérique? Quelles mesures vont-elles prendre? On reste stupéfait de l'inertie des grands pays civilisés, qui donnent aux agitateurs chinois le spectacle navrant de leurs dissensions.

Tous, peut-on dire, s'en tiennent présentement en Chine à une politique nettement égoïste qui se révélera tôt ou tard singulièrement inefficace.

Est-ce à dire qu'il fallait accepter, les yeux fermés, les suggestions du memorandum britannique? En aucune façon. Les critiques que l'on peut formuler sur l'attitude des Européens en Chine n'épargnent pas la Grande-Bretagne. Chacun a sa coulpe à battre et l'on ne sauvera ce qui peut être sauvé que si tous reconnaissent loyalement leurs erreurs passées.

Malheureusement, la formule « Tous pour un, un pour tous » ne semble pas près de triompher en Chine. Certaines nations semblent convaincues de l'inutilité de la résistance; elles s'en tiennent au fatalisme que peut inspirer le spectacle de la nature: un raz-de-marée, par exemple.

Sans doute, le mouvement chinois a toutes les apparences d'une lame de fond. L'Extrême-Orient, après le Proche-Orient, s'éveille à la vie nationale et cette vie prend un caractère de vigueur et d'âpreté qui est conforme aux règles.

Nous ferons bien, à l'avenir, de ne plus vivre sur des préjugés et de ne plus considérer l'Oriental comme fortement abîmé dans une passivité contemplative. L'exemple du Japon peut être suivi par la Chine; la psychologie du Chinois ne s'y oppose en rien.

Mais, sans nous opposer à l'émancipation de la Chine, nous avons le devoir de veiller à la sécurité de nos nationaux établis là-bas et nous ne garantirons cette sécurité dans la mesure où nous pourrons le faire, qu'en agissant tous coude à coude.

R...

LES CHANGES

	JEUDI	VENDREDI
LIVRE	122.96	122.80
DOLLAR	25.33	25.30
BELGIQUE ...	352.50 (100 belgas)	352.00

LES DETTES DE GUERRE

UNE LETTRE DE M. DARIAC A M. MURRAY BUTLER

Alençon, 7 janvier. — M. Dariac, président de la sous-commission des dettes de la Chambre, vient d'adresser une lettre à M. Murray-Butler, dans laquelle il dit combien vive a été son émotion à la lecture du manifeste de Colombia.

Professant qu'en matière de dettes interalliées, l'égoïsme d'un seul pourrait être le suicide de tous, le député de l'Orne montre combien le règlement proposé apparaît à la France comme différent de ce qu'elle avait pu espérer et de ce qui est juste et raisonnable. On ne comprendrait pas qu'après le rétablissement de la paix d'une façon durable, les douleurs de la guerre persistent sous forme d'une contribution fiscale des peuples ruinés par le cataclysme mondial aux Etats-Unis, jouissant d'une incroyable prospérité.

Une nouvelle réunion des débiteurs de l'Amérique, qui sont aussi ses amis, est donc indispensable pour un nouvel examen de la question.

M. Dariac note d'ailleurs qu'il n'est nullement question pour la France de rancune ni de haine envers les Etats-Unis. L'argent ne rompra pas la chaîne des traditions, qui va de Lafayette à Pershing.

Les Evénements de Chine

LES QUAIS DE HANKÉOU DEVANT LES CONCESSIONS ÉTRANGERES (Wide World photos.)

LES CHINOIS OCCUPENT TOUJOURS LA CONCESSION BRITANNIQUE DE HANKEOU

Londres, 7 janvier. — On mande de Changhaï à l'« Agence Reuter »:

« En dernière heure, on apprend par radiotélégramme naval, émanant de Hankéou, que les autorités militaires chinoises sont encore en possession de la concession britannique. Les femmes et les enfants des Américains auraient été évacués de Hankéou. »

LA BATAILLE POUR CHANGHAI

Un succès du général Fun Chuan Fang

Londres, 7 janvier. — Le correspondant du « Times » annonce que le général Fun Chuan Fang a remporté, la nuit dernière, une importante victoire, en enlevant, à vingt kilomètres à l'ouest de Hou-Tchéou, la ville de Fou-Yang, où les troupes cantonaises s'étaient solidement retranchées.

A Changhaï, la situation est calme; mais, selon des rumeurs qui circulent dans le quartier étranger, plusieurs milliers de soldats communistes auraient pénétré dans la ville, camouflés en civils.

Les autorités déploient une vive activité pour accroître les forces de police au moyen d'enrôlements volontaires. On ajoute que les étrangers se sont promis de défendre eux-mêmes la cité, si elle se trouve en péril.

UN GENERAL CHINOIS FUSILLÉ SUR L'ORDRE DE TCHANG TSO LIN

Le général Iantchjo, haute personnalité chinoise de Karbin, membre influent du conseil d'administration de l'Est Chinois, a été arrêté et fusillé hier matin, sur l'ordre de Tchang Tso Lin, pour haute trahison.

LES ALLEMANDS FONT LE TRAFIC DES ARMES POUR LA CHINE

Londres, 7 janvier. — Un marin chinois vient d'être condamné, à Londres, à 350 livres d'amende ou à trois mois de prison, pour transport illicite de 48 revolvers. L'inculpé a déclaré que ces armes lui avaient été livrées par un canot automobile allemand à Hambourg, et qu'elles étaient destinées à « des amis » de Changhaï.

L'ESPIONNAGE ALLEMAND EN FRANCE ET EN BELGIQUE

Déclarations d'une personnalité militaire belge

Un ancien officier écrit à la « Gazette de Charleroi », à propos de l'affaire Sanders:

« Nous avons demandé à une personnalité militaire bien placée pour connaître les dessous de l'organisation militaire allemande ce qu'il fallait penser de cette arrestation.

— N'y a-t-il pas eu un peu de bluff de la part des journaux ?

— Non, chez Monsieur. Les journaux français n'ont même pas tout dit. Sachez que le service d'espionnage allemand est reconstitué et qu'il est tout aussi important qu'en 1914.

— Y a-t-il en Belgique des espions allemands ?

— Parfaitement. Ils sont peu nombreux. Il n'y a guère grand chose à glaner chez nous. Notre artillerie, notre aéronautique sont tributaires de l'étranger. Nous n'avons pas à ce sujet de secrets de fabrication. Mais il en est autrement pour la France.

— Que recherchent les espions ?

— Tout. Pour un technicien, le moindre détail a son importance. L'Allemagne désarmée en 1918, n'a pu, après l'armistice, se consacrer à l'étude de l'armement militaire. Elle a près de dix années de retard sur les puissances alliées et elle désire ardemment connaître ce qui s'est fait chez ses anciens ennemis.

Vous me direz que les salons annuels d'automobile, d'aéronautique, les revues techniques, etc., fournissent les renseignements voulus. Erreur, cher Monsieur. Ce sont les plans, les fameux « bleus » qu'il faut posséder; de même pour le matériel d'artillerie, il n'y a pas que les rapports d'expériences qui comptent.

— Mais comment l'Allemagne officiellement pacifique, peut-elle payer officiellement des espions ?

— Vous ne trouverez pas de grandes sommes dans le budget de la Reichswehr pour le poste espionnage. Les crédits sont disséminés sous une autre appellation. Mais il y a surtout les virements, et ceux-là sont inconnus.

— Le budget de notre défense nationale comporte-t-il un crédit spécial pour l'espionnage ?

— Oui, quelques dizaines de mille francs. C'est illusoire. Je ne puis vous en dire plus. Mais ce que je puis vous affirmer, c'est que l'Allemagne ne désarme pas, et que malgré Locarno, Genève et Thoiry, je vois l'avenir plutôt sombre... »

UNE ENTREVUE CHURCHILL-MUSSOLINI AURAIT LIEU VERS LE 15 JANVIER

Londres, 7 janvier. — Le correspondant de l' « Exchange Telegraph » à Gênes rapporte que M. Winston Churchill, chancelier de l'Echiquier britannique, a déclaré aujourd'hui au cours d'une interview, qu'il se rencontrerait avec M. Mussolini et avec le comte Volpi, ministre italien des Finances, vers le 15 janvier prochain, à Rome.

Le duc et la duchesse d'York voguent vers l'Australie

LA DUCHESSE ET LE DUC D'YORK (Wide World photos.)

Londres, 7 janvier. — Le duc d'York, deuxième fils des souverains britanniques, et sa femme ont quitté la Grande-Bretagne à bord du croiseur de bataille *Renown*, pour entreprendre leur grand voyage officiel de quelque 60.000 kilomètres dans l'Australasie, visitant tour à tour la Nouvelle-Zélande, les Nouvelles Galles du Sud, le Queensland et la Tasmanie. A Canberra, la nouvelle capitale australienne, ils inaugureront le palais du Parlement.

UN COMBLE

Le chef des détectives de Londres est lui-même cambriolé!

Londres, 7 janvier. — Un cambrioleur facétieux a opéré la nuit dernière dans une maison bien connue du quartier de Ravenscourt Park, au domicile même du grand chef des détectives londoniens, M. Richard J. Hawkins, l'un des « grands cinq » du service d'investigations.

Le grand policier semble d'ailleurs plus ennuyé du fait d'avoir été personnellement choisi pour victime que de la perte qu'il a subie, en tout une centaine de livres sterling.

M. Hawkins, qui est chargé de la juridiction policière du quartier de Ravenscourt Park, doit entreprendre personnellement les recherches concernant le vol effectué dans sa propre maison.

LE CONTREMAITRE LAFOSSE qui tua un gréviste comparaît devant les Assises de la Seine

Paris, 7 janvier. — Léon Lafosse, contremaître remplissant les fonctions d'ingénieur, qui tua, d'un coup de revolver, un manifestant ouvrier à Suresnes, en octobre 1925, comparaît aujourd'hui devant les Assises de la Seine.

Le 12 octobre 1925, environ deux cents grévistes manifestèrent devant l'usine radioélectrique de Suresnes. A un moment, la grille d'une cour de l'usine fut forcée par les manifestants, qui pénétrèrent dans la cour d'entrée. Une balle partie de la loge du concierge, frappa à mort l'ouvrier André Sabatier. Après enquête, il fut établi que c'était l'ingénieur Lafosse qui avait tiré des coups de revolver par une lucarne.

Lafosse fut arrêté le 13 octobre et mis en liberté quelques jours plus tard.

L'AUDIENCE

Il y a très peu de monde dans la salle lorsque l'audience est ouverte. Les gardes républicains font entrer l'accusé Léon-Félix Lafosse. C'est un homme petit, assez fort, le visage rasé, cheveux coupés court, qui répond aux questions du président avec une grande déférence.

Après lecture de l'acte d'accusation, l'interrogatoire commence et l'on en arrive tout de suite aux circonstances mêmes du drame.

L'accusé s'explique ainsi:

Je dois dire tout de suite, que je regrette d'avoir tiré; mais il faut comprendre que j'étais absolument affolé par les scènes de violence qui se déroulaient autour de moi.

Une grêle de pierres tombaient sur les grilles autour de nous. Les vitres de l'usine volaient en éclats, moi-même je fut touché au front en heurtant les colonnes de fonte. Les pierres donnaient absolument l'impression de détonations comparables à des coups de feu.

Je me suis senti menacé personnellement, car je me suis dit que si les grévistes forçaient les grilles, ils s'en prendraient à moi. J'avais, en effet, eu l'idée, le matin, de les faire arroser avec une lance à incendie. Par suite des hurlements et du vacarme, je crois que j'ai perdu complètement la tête, et c'est à ce moment-là que j'ai tiré deux coups de feu.

Le premier, je l'ai tiré en l'air comme je l'ai dit, le second je l'ai tiré devant moi. Le malheur a voulu que la balle atteignît un ouvrier qui manifestait. Dans des circonstances antérieures à cette affaire, je m'étais trouvé en présence de grévistes qui avaient jeté à l'eau un contremaître, comme moi, qu'ils n'aimaient pas.

Plusieurs témoins sont entendus et l'audience est ensuite levée, et la suite des débats renvoyée à demain après-midi.

LE TRAFIC DU PORT DE HAMBOURG EST EN AUGMENTATION

Berlin, 7 janvier. — Il résulte des récentes statistiques que dans ces derniers mois et en décembre notamment, le trafic du port de Hambourg a subi une importante augmentation par rapport à la période analogue d'avant-guerre, en 1913. L'augmentation totale du trafic dans ce dernier mois a été de 13 % en ce qui concerne le nombre des navires, et de 26 % pour le tonnage. La participation allemande au trafic général a été de 40 %.

NOTRE SÉCURITÉ MENACÉE

Le général de Castelnau dit pourquoi nous ne pouvons abandonner le Rhin

L'« Echo de Paris » donne aujourd'hui l'avis du général de Castelnau sur le projet d'évacuation du Rhin. Le chef éminent qui fut l'un des organisateurs et des réalisateurs de la victoire se prononce formellement:

Le jour où la barrière protectrice du Rhin tombera sans gages compensateurs, le pays ne devra attendre sa sécurité que de la puissance de ses institutions et de ses organisations militaires.

La consultation que donne le général de Castelnau sur ce sujet est une magistrale page d'histoire et de science militaire. L'argumentation est irréfutable.

« Nil novi sub sole »: la barrière rhénane de nos jours comme du temps de César, la défense de la pensée et de la civilisation latines doit être assurée sur la ligne du Rhin. Nous la tenons actuellement. Ce dispositif nous place dans un état relatif de sécurité.

Le jour où nous aurons évacué la Rhénanie, la situation sera radicalement inversée, d'une part, au profit de l'Allemagne, dont nous devons rediscuter les appétits et les préparatifs de revanche, et d'autre part au détriment de la France, si, cruellement meurtrie par la victoire elle-même, et dont on ne saurait certes suspecter les sentiments pacifiques.

L'Allemagne s'est toujours appliquée avec un soin jaloux à préserver son territoire de la guerre. Depuis Iéna, c'est un dogme pour elle que les hostilités doivent être portées d'emblée sur le territoire de l'ennemi.

Le général de Castelnau rappelle la leçon de 1815, 1870, 1914 et se résume:

En résumé, si deux fois en moins d'un demi-siècle, la France a connu les horreurs de l'invasion, — en 1914 celles d'une destruction systématiquement préparée et sauvagement exécutée — c'est grâce à la possession par l'Allemagne de la rive gauche du Rhin, organisée de longue main en place d'armes offensive.

LE GÉNÉRAL DE CASTELNAU

« Le jour où cette barrière tombera, le pays ne devra attendre sa sécurité que de ses organisations militaires. »

Qu'arrivera-t-il le jour où nous aurons évacué cette région?

La démilitarisation ne supprime ni les immenses ressources industrielles de la vallée du Rhin et du bassin westphalien, ni les voies ferrées, ni les ponts, que rien ne pourrait empêcher l'Allemagne de saisir.

Et ainsi sera reconstituée la base offensive qui donnera aux armées allemandes, — si les frontière belge et française n'ont pas été dotées de l'organisation défensive dont elles sont actuellement dépourvues, — toutes facilités pour attaquer soit en direction des côtes de la mer du Nord; soit en directoin de Paris par la vallée de l'Oise, qui a toujours été le grand axe d'invasion à travers le territoire de la France.

« Où sont, demande alors le général de Castelnau, nos garanties contre les nouvelles et cruelles entreprises de cette industrie nationale de la Prusse qu'est la guerre « fraîche et joyeuse » ?

La guerre et la paix ne dépendent pas évidemment des contrats signés entre les parties, l'histoire d'hier l'a surabondamment prouvé. Elles ne reposent même pas sur les questions d'armement ou de désarmement. Au fond, elles reposent essentiellement sur le sentiments des peuples.

La sincérité de la France pacifique est reconnue et proclamée bien au-delà de nos frontières par tous les esprits vraiment impartiaux, là surtout où la sérénité du jugement n'est pas obscurcie, altérée par le souci passionné d'intérêts purement humains.

Aux multiples et coûteux sacrifices de la France, l'Allemagne a répondu par une série de manquements et de provocations.

Nous avons, récemment encore, dû protester contre les cynisques et retentissantes déclarations formulées à Thoiry par le docteur Stresemann. Au lendemain du jour où s'était élancée vers le bleu du ciel genevois la symphonie des hymnes à la pacification générale des peuples, les plus entraînants, les plus capiteux, le ministre allemand, lui, répudiait hautement le pacte de Versailles, il niait énergiquement la responsabilité de son pays dans le déchaînement de la guerre mondiale.

Le général de Castelnau conclut:

Aussi longtemps que n'aura pas été tangiblement réalisé, outre-Rhin, le désarmement des âmes, véritable fondement de la paix dans la justice, comme n'a cessé de le demander avec tant de sagesse, la plus auguste, la plus haute autorité spirituelle de l'Univers civilisé, la France ne saurait, sans graves dangers, renoncer aux garanties qu'elle tient des traités.

En particulier, il lui sera radicalement interdit d'abandonner la ligne du Rhin, qui contribue si efficacement à la protéger contre l'éventualité d'une nouvelle et mortelle agression.

UN TRAIN DE VOYAGEURS pris en écharpe par une machine haut-le-pied en gare d'Halluin

Un voyageur légèrement blessé Importants dégâts

Un accident qui aurait pu avoir de graves conséquences s'est produit à la gare d'Halluin, dans la soirée de jeudi.

Voici dans quelles circonstances:

Le train de voyageurs 2486, qui quitte Halluin à 18 h. 27 pour se diriger vers Tourcoing, se trouvait en gare, occupant la voie principale. Afin d'ajouter au convoi deux vagons de messagerie grande vitesse, le train avait été refoulé et la queue engagée sur la voie N° 2, où se trouvaient les deux vagons, la tête du train se trouvant toujours sur la ligne principale.

Le personnel qui procédait à ces manœuvres avait été averti qu'une machine haut-le-pied devait arriver de Menin et c'est pourquoi les signaux d'arrêt avaient été établis.

Tout à coup arriva la machine qui, à vive allure, « brûlant » les signaux, alla se jeter sur la partie du train qui se trouvait à l'aiguille.

La locomotive prit en écharpe deux voitures et s'arrêta; la première de celles-ci, une voiture mixte de première et deuxième classes, fut écornée simplement; quant à la seconde, une voiture de troisième classe, dans laquelle la machine s'était pour ainsi dire enchevêtrée, elle fut littéralement démolie sur le côté où s'était produite la collision. Les avaries sont telles que le vagon est considéré comme hors d'usage.

Par miracle, personne ne se trouvait dans cette voiture. Dans la voiture mixte se trouvait un voyageur, M. Gustave Marin, de Roubaix, chef dresseur au tissage de M. Auguste Lepoutre, rue de la Lys. M. Marin, sous le choc, fut précipité en avant et se blessa légèrement aux jambes. M. le docteur Mahieu, mandé en hâte, vint lui donner des soins; le blessé n'aura à subir qu'une incapacité de travail de cinq jours.

Cependant, on s'occupait à rétablir le service et le train tamponné put repartir, incomplet pourtant, avec un retard de neuf minutes seulement.

Ainsi que nous l'avons dit, le personnel avait bien établi le signal à l'arrêt. Et pourtant, le mécanicien qui pilotait la machine haut-le-pied, M. Seignez, de Tourcoing, affirme n'avoir pas aperçu les feux.

Une enquête administrative a été ouverte, en vue d'établir les responsabilités.

Aussitôt l'accident, une machine de secours avait été demandée au dépôt de Fives; elle arriva à Halluin à 21 h. 30. L'équipe s'occupa, jusqu'à une heure avancée de la nuit, à dégager la voie. Les deux voitures avariées furent garées sur des voies secondaires et, vendredi matin, le service put fonctionner normalement.

Le désarmement de l'Allemagne

Le général von Pawels va partir pour Paris

Berlin, 7 janvier. — Les deux délégués allemands, le général von Pawels et le conseiller Forster, munis des instructions arrêtées, aujourd'hui, par le Gouvernement d'Empire, au sujet des futures négociations relatives à l'exportation du matériel de guerre et aux fortifications orientales de l'Allemagne, partiront probablement samedi pour Paris. On pense ici qu'il sera possible d'aboutir à un accord si l'Angleterre, en particulier, dont les exigences sont dictées, sans aucun doute, dit-on, par des questions d'intérêt économique et non militaire, se montre plus conciliante qu'elle ne le fut jusqu'ici.

L'INSURRECTION AU NICARAGUA

L'intervention américaine

L'intervention armée des Etats-Unis au Nicaragua est un fait accompli. Il ne peut donc plus être question de neutralité des Etats-Unis; Washington envoie six croiseurs de bataille, sept destroyers, quatre hydravions de reconnaissance et 2.000 fusiliers-marins.

D'autre part, s'il faut en croire le « Times », de Londres, les Etats-Unis ne se contenteront pas d'autoriser le général Diaz à recevoir des armes; ils s'opposeront aussi à ce que le Mexique fasse parvenir des munitions aux forces libérales du général Sacasa.

L'affaire du Nicaragua se transforme ouvertement en conflit entre les Etats-Unis et le Mexique.

Une défaite des troupes libérales

Les forces du général Diaz prétendent avoir battu les forces libérales dans le district de Bluefields. Les pertes, des deux côtés, seraient légères.

Après son arrivée, le détachement de marins américains venant de Corinto, a constaté qu'on avait fait sauter, sur une longueur d'environ 60 mètres, la ligne de chemin de fer.

L'EQUIPAGE DU « KARL MARX » est uniquement composé de femmes

Rome, 7 janvier. — A Livourne est arrivé le vapeur russe « Karl-Marx », dont l'équipage est composé de femmes.

Ces femmes portent le costume masculin et on ne les distingue pas des hommes.

Le commandant a dit qu'il n'avait jamais eu un équipage plus diligent et plus actif.

MYSTÉRIEUSE DISPARITION D'UNE FILLETTE D'EPERNAY

Reims, 7 janvier. — Le Parquet de Reims fait activement rechercher une fillette de 14 ans, nommée Hélène Collart, habitant Epernay, disparue dans des circonstances étranges.

Le 28 décembre dernier, se rendant au bal à Magenta avec une camarade, elle était accostée par deux individus qui l'entraînèrent en la frappant. Le lendemain, la fillette était retrouvée seule dans une grange abandonnée et paraissait terrorisée. Elle fut ramenée chez ses parents, mais le 30 décembre, elle disparaissait mystérieusement en laissant une lettre dans laquelle elle disait qu'elle allait se jeter dans la Marne.

Quelques jours après, on la voyait errer en forêt de Germaine, se dirigeant vers Reims. Depuis lors, toute trace a été perdue de cette fillette, qui paraît plus que son âge et est élégamment vêtue.